

CRISES ET CYCLES DANS L'ECONOMIE DU CAPITALISME AGONISANT

L'analyse marxiste du mode de production capitaliste s'attache essentiellement aux points suivants : a) la critique des vestiges des formes féodales et précapitalistes de production et d'échange; b) la nécessité de remplacer ces formes retardataires par la forme capitaliste plus progressive; c) la démonstration de la progressivité du mode capitaliste de production, en découvrant l'aspect positif et l'utilité sociale des lois qui régissent son développement ; d) l'examen, sous l'angle de la critique socialiste, de l'aspect négatif de ces mêmes lois et de leur action contradictoire et destructive menant l'évolution capitaliste vers l'impasse ; e) la démonstration que les formes capitalistes d'appropriation constituent finalement une entrave à un plein épanouissement de la production et que, comme corollaire, le mode de répartition engendre une situation de classe de plus en plus intolérable, s'exprimant par un antagonisme de plus en plus profond entre CAPITALISTES, toujours **moins nombreux, mais plus riches** et SALARIES, sans propriété, toujours **plus nombreux et plus malheureux** ; f) enfin, que les immenses forces productives développées par le mode capitaliste de production ne peuvent s'épanouir harmoniquement que dans une société organisée par la seule classe qui n'exprime aucun intérêt particulier de caste : le PROLETARIAT.

Dans cette étude, nous ne ferons pas l'analyse approfondie de toute l'évolution organique du capitalisme dans sa phase ascendante, nous bornant seulement à suivre le processus dialectique de ses forces internes, afin de pouvoir mieux pénétrer le sens des crises qui ont périodiquement ébranlé tout l'appareil capitaliste et d'essayer, en conclusion, de caractériser et de définir, avec le plus de précision possible, l'ère de décadence définitive que le Capitalisme anime de ses meurtriers soubresauts d'agonie.

Nous aurons, d'autre part, l'occasion d'examiner comment la décomposition des économies précapitalistes : féodale, artisanale ou communauté paysanne, crée les conditions d'extension du champ où peuvent s'écouler les marchandises capitalistes.

La production capitaliste pourvoit au profit, non aux besoins

Résumons les conditions essentielles qui sont requises à la base de la production capitaliste :

1° l'existence de MARCHANDISES, c'est-à-dire de produits qui, avant d'être considérés selon leur utilité sociale, leur VALEUR D'USAGE, apparaissent dans un rapport, une proportion d'échange avec d'autres valeurs d'usage d'espèce différente, c'est-à-dire dans leur VALEUR D'ECHANGE. La véritable mesure commune des marchandises, c'est le travail et leur valeur d'échange se détermine par le temps de travail **socialement** nécessaire à leur production ;

2° les marchandises ne s'échangent pas **DIRECTEMENT** entre elles, mais par l'intermédiaire d'une marchandise type, **CONVENTIONNELLE**, qui exprime leur valeur à toutes, une marchandise-monnaie : **L'ARGENT** ;

2° L'existence d'une marchandise à **caractère particulier** : la **FORCE DE TRAVAIL**, seule propriété du prolétaire et que le Capitalisme, seul détenteur des moyens de production et des subsistances achète sur le marché du travail, comme toute autre

marchandise, à SA VALEUR, c'est-à-dire à son coût de production ou au prix "d'entretien" de l'énergie vitale du prolétaire ; mais alors que la consommation, l'usage des autres marchandises n'apporte aucun accroissement de leur valeur, la Force de Travail, au contraire, procure au Capitaliste, qui l'ayant **achetée**, en est le propriétaire et peut en disposer à son gré - une valeur supérieure, à celle qu'elle lui a coûtée, pourvu qu'il fasse travailler le prolétaire plus de temps qu'il n'est nécessaire à celui-ci pour obtenir les subsistances qui lui sont strictement indispensables.

C'est cette SUPER-VALEUR "équivalent au SURTRAVAIL que le prolétaire, par le fait qu'il vend "librement" et contractuellement sa force de travail, doit céder **gratuitement** au capitaliste. C'est cela qui constitue la PLUS-VALUE ou profit capitaliste. Ce n'est donc pas quelque chose d'abstrait, une fiction, mais du TRAVAIL VIVANT.

Si nous nous permettons d'insister - et nous nous en excusons - sur ce qui est l'A,B,C de la théorie économique marxiste, c'est parce qu'il ne doit pas être perdu de vue que tous les problèmes économiques et politiques que se pose le Capitalisme (et en période de crise, ceux-ci sont nombreux et complexes), convergent finalement vers cet objectif central : produire le MAXIMUM de PLUS-VALUE. De la production en vue des besoins de l'humanité, de la consommation et des nécessités vitales des hommes, le capitalisme n'a cure. une SEULE CONSOMMATION l'émeut, le passionne, stimule son énergie et sa volonté constitue sa raison d'être : la CONSOMMATION DE LA FORCE DE TRAVAIL !

Le capitalisme use de cette force de travail de façon à en obtenir le rendement le plus élevé correspondant à la plus grande quantité de travail possible. Mais il ne s'agit pas seulement de cela : il faut aussi élever à son maximum le rapport du travail gratuit au travail payé, le rapport de la plus-value au salaire ou au capital engagé, le TAUX DE LA PLUS-VALUE. Le capitaliste arrive à ses fins d'une part, en accroissant le travail total, en allongeant la journée de travail, en intensifiant le travail et d'autre part, en payant le moins cher possible la Force de Travail (même en dessous de sa valeur) grâce surtout au développement de la productivité du travail, qui fait baisser le prix des subsistances et des objets de première nécessité ; le capitalisme ne consent évidemment pas de **plein gré** à ce que la baisse des prix permette à l'ouvrier d'acheter plus de produits : le salaire fluctue autour de son axe : la valeur de la Force de Travail équivalent aux choses strictement indispensables à sa reproduction ; la courbe des mouvements de salaires (au-dessus ou au-dessous de la valeur) évolue parallèlement aux fluctuations du rapport des forces en présence, capitalistes et prolétaires.

De ce qui précède, il résulte que la quantité de Plus-value est fonction, non pas du capital TOTAL que le capitaliste engage, mais seulement de la partie consacrée à l'achat de la Force de travail, ou CAPITAL VARIABLE. C'est pourquoi le capitaliste tend à faire produire le MAXIMUM de PLUS-VALUE, par le MINIMUM de CAPITAL TOTAL, mais nous constaterons que cette tendance est contrecarrée par une loi agissant en sens contraire et entraînant la baisse du taux de profit.

Lorsque nous envisageons le Capital total ou le Capital investi dans la production capitaliste - mettons d'une année- nous devons le considérer, non pas en tant qu'expression de la forme concrète, matérielle des choses, de leur valeur d'usage, mais comme représentant des marchandises, des valeurs d'échange. Cela étant, la valeur du **produit annuel** se compose :

a) du Capital constant consommé, c'est-à-dire de l'usure des moyens de production et des matières premières absorbées ; ces deux éléments expriment du travail passé, déjà consommé, matérialisé au cours de productions antérieures ;

b) du **Capital variable** et de la **Plus-Value représentant le travail nouveau, vivant** consommé pendant l'année.

Cette valeur synthétique, telle qu'elle apparaît dans le produit total, se retrouve dans le produit unitaire : la valeur d'une table, par exemple, est l'addition de la valeur équivalant à l'usure de la machine qui l'a produite, de la valeur des matières et de la valeur du travail incorporé. Il ne faut donc pas considérer le produit comme exprimant **exclusivement**, soit du Capital constant, soit du Capital variable, soit de la Plus-Value.

Le Capital variable et la Plus-value constituent le **revenu** issu de la sphère de production (de même que nous n'avons pas considéré la production extra-capitaliste des paysans, artisans, etc., de même nous n'envisageons pas leur revenu).

Le revenu, du prolétariat, c'est le Fonds des Salaires. Le revenu de la bourgeoisie, c'est la masse de plus-value, de profit (nous n'avons pas à analyser ici la répartition de la plus-value au sein de la classe capitaliste en profit industriel, profit commercial, profit bancaire et rente foncière). Ainsi déterminé, le revenu provenant de la sphère capitaliste fixe les limites de la consommation individuelle du prolétariat et de la bourgeoisie, mais il importe de souligner que la consommation des capitalistes n'a de limites que celles que lui assignent les possibilités de production de plus-value, tandis que la consommation ouvrière est strictement fonction des nécessités de cette même production de plus-value. D'où, à la base de la répartition du revenu total, un antagonisme fondamental qui engendre tous les autres. A ceux qui affirment qu'il suffit que les ouvriers produisent pour avoir l'occasion de consommer, ou bien que, puisque les besoins sont illimités, ils restent toujours en deçà des possibilités de production, à ceux là, il convient d'opposer la réponse de Marx : "ce que les ouvriers produisent effectivement, c'est la Plus-Value : **tant** qu'ils la produisent, ils ont à consommer, mais dès que la production s'arrête, la consommation s'arrête également. Il est faux qu'ils aient à consommer parce qu'ils produisent l'équivalent de leur consommation." Et il dit d'autre part : "Les ouvriers doivent toujours être surproducteurs (plus-value) et produire au delà de leurs "besoins" pour pouvoir être consommateurs ou **acheteurs** dans les limites de leurs besoins."

Mais le capitaliste ne peut se contenter de s'approprier de la Plus-Value, il ne peut se borner à spolier partiellement l'ouvrier du fruit de son travail, encore faut-il qu'il puisse réaliser cette plus-value, la transformer en argent en vendant le produit qui la contient, **à sa valeur**.

La vente conditionne le renouvellement de la production : elle permet au capitaliste de racheter les éléments du capital consommé dans le procès qui vient de se terminer ; il lui faut remplacer les parties usées de son matériel, acheter de nouvelles matières premières, payer de la main d'œuvre. Mais au point de vue capitaliste, ces éléments sont envisagés non pas sous leur forme matérielle en tant que quantité semblable de valeurs d'usage, en tant que masse de produits à réincorporer dans la production, mais comme valeur d'usage, comme **capital** réinvesti dans la production à son niveau ancien, (abstraction étant faite des valeurs nouvelles accumulées) et cela afin que soit maintenu **au moins** le même taux de profit que précédemment. Recommencer un cycle pour produire de nouvelle Plus-Value, reste le suprême objectif du capitaliste.

S'il arrive que la production ne peut être entièrement réalisée, ou bien si elle l'est **au dessous de sa valeur**, l'exploitation de l'ouvrier n'a rien ou peu rapporté au capitaliste, parce que le travail gratuit n'a pu se concrétiser en argent, et se convertir ensuite en capital productif de nouvelle plus-value ; qu'il y ait eu **quand même** production de produits **consommables**, laisse le capitaliste complètement indifférent même si la classe ouvrière manque de l'indispensable. Si nous soulevons l'éventualité d'une mévente, c'est précisément parce que le procès capitaliste de production se scinde en deux phases : la

production et la vente qui, bien que formant une unité, bien que dépendant étroitement l'une de l'autre, sont nettement indépendantes dans leur déroulement. Ainsi, le capitaliste, **loin de dominer le marché, lui est au contraire étroitement soumis**. Et, non seulement la vente se sépare de la production, mais l'achat subséquent se sépare de la vente, c'est-à-dire que le vendeur d'une marchandise n'est pas forcément et en **même temps**, acheteur d'une autre marchandise. Dans l'économie capitaliste, le commerce des marchandises ne signifie pas échange direct de marchandises : toutes, avant de parvenir à leur destination définitive, doivent se métamorphoser en **argent** et cette transformation constitue la **phase la plus importante de leur circulation**.

La **possibilité première** des crises résulte donc de la différenciation, d'une part, entre la production et la vente, d'autre part, entre la vente et l'achat ou, de la nécessité pour la marchandise de se métamorphoser en argent, puis d'argent en marchandise et cela, sur la base d'une production partant du **Capital-Argent** pour aboutir à l'**Argent-Capital**.

Voici donc que surgit devant le capitaliste le problème de la réalisation de sa production. Quelles vont être les conditions de la solution ? Tout d'abord, la fraction de la valeur du produit exprimant le capital constant peut, dans des conditions normales, se vendre dans la sphère capitaliste même, par un échange intérieur conditionnant le renouvellement de la production. La fraction représentant le Capital variable est achetée par les ouvriers, au moyen du salaire que leur a payé le capitaliste et qui reste strictement limité, nous l'avons indiqué, au prix de la Force de Travail gravitant autour de sa valeur : c'est la seule partie du produit total dont la réalisation, le marché sont assurés par le **propre financement du capitalisme**. Reste la Plus-Value. On peut, certes, émettre l'hypothèse que la bourgeoisie en consacre l'entièreté à sa consommation personnelle bien que, pour que cela soi possible, il faille que le produit ait été, au préalable, échangé contre de l'argent (nous écartons l'éventualité du paiement des dépenses individuelles au moyen d'argent thésaurisé) car le capitaliste ne peut consommer sa **propre** production. Mais si la bourgeoisie agissait dans ce sens, si elle se bornait à tirer jouissance du surproduit dont elle frustre le prolétariat, si elle se confinait à une production simple, non élargie, en s'assurant ainsi une existence paisible et sans soucis, elle ne se différencierait nullement des classes dominantes qui l'ont précédée, si ce n'est par les formes de sa domination. La structure des sociétés esclavagistes comprimait tout développement technique et maintenait la production à un niveau dont s'accommodait fort bien le maître, aux besoins duquel l'esclave pourvoyait largement. De même, dans l'économie féodale, le seigneur, en échange de sa "protection" qu'il accordait au serf, recevait de celui-ci les produits de son travail supplémentaire et se débarrassait ainsi des soucis de la production, limitée à un marché à échanges étroits et peu extensibles.

Sous la poussée du développement de l'économie marchande, la tâche historique du capitalisme fut précisément de balayer ces sociétés sordides, stagnantes. L'expropriation des producteurs créait le marché du travail et ouvrait la mine de Plus-Value où vint puiser le capital marchand transformé en capital industriel. une fièvre de production envahissait tout le corps social. Sous l'aiguillon de la concurrence, le capital appelait le capital. Les forces productives et la production croissaient en progression géométrique et l'accumulation du capital atteignait son apogée dans le dernier tiers du XIXème siècle, au cours du plein épanouissement du "libre-échange".

L'histoire apporte donc la démonstration que la bourgeoisie, considérée dans son ensemble, n'a pu se borner à consommer l'entièreté de la Plus-Value. Au contraire, son âpreté au gain la poussait à en réserver une partie, (la plus importante) et, la plus-value attirant la plus-value, comme l'aimant attire la limaille, à la CAPITALISER. L'extension

de la production se poursuit, la concurrence stimule le mouvement et superpose les perfectionnements techniques.

Les nécessités de l'accumulation transforment la **réalisation de la Plus-Value en la pierre d'achoppement de la réalisation du produit total**. Si la réalisation de la fraction consommée n'offre pas de difficultés (du moins théoriquement), il reste néanmoins la **Plus-Value** accumulable. Celle-ci ne peut pas être absorbée par les prolétaires, puisqu'ils ont déjà épuisé leurs possibilités d'achat en dépensant leurs salaires. Peut-on supposer que les capitalistes soient capables de la réaliser **entre eux**, dans la sphère capitaliste et que cet échange soit suffisant pour conditionner l'extension de la production ?

Une telle solution s'avère évidemment absurde dans sa finalité, car souligne Marx : "ce que la production capitaliste se propose, ce n'est pas de posséder d'autres biens mais de s'approprier de la valeur, de l'argent, de la **richesse abstraite**". Et l'extension de la production est fonction de l'accumulation de cette richesse abstraite ; le capitaliste ne produit pas pour le plaisir de produire, pour le plaisir d'accumuler des moyens de production, des produits de consommation et de "gaver" toujours plus d'ouvriers, mais parce que produire engendre du travail gratuit, de la Plus-Value qui s'accumule et croît toujours davantage en se capitalisant. Marx ajoute : "Si on dit que les Capitalistes n'ont qu'à échanger et à consommer leurs marchandises entre eux, on oublie tout le caractère de la production capitaliste, comme aussi qu'il s'agit de mettre le capital en **valeur** et non de le consommer".

Nous nous trouvons ainsi au centre du problème qui se pose de façon inéluctable et permanente à la classe capitaliste **dans son ensemble** : vendre en **dehors** du marché capitaliste, dont la capacité d'absorption est strictement limitée par les lois capitalistes, le surplus de la production représentant, au moins, la **valeur de la plus-value non consommée** par la bourgeoisie, destinée à être transformée en Capital. Pas moyen d'y échapper : le capital-marchandise ne peut devenir du capital productif de plus-value que s'il est, **au préalable**, converti en argent et à l'extérieur du marché capitaliste. "Le capitalisme a besoin pour écouler une partie de ses marchandises, d'acheteurs qui ne soient **ni capitalistes, ni salariés** et qui disposent d'un pouvoir d'achat **autonome**".(Rosa Luxembourg).

Avant d'examiner où et comment le capital trouve des acheteurs à pouvoir d'achat "autonome", il nous faut suivre le processus de l'accumulation.

L'accumulation capitaliste, facteur de progrès et de régression

Nous avons déjà indiqué que l'accroissement du capital fonctionnant dans la production a pour conséquence de développer, en même temps, les forces productives, sous la poussée des perfectionnements techniques. Seulement, à côté de cet aspect positif progressif de la production capitaliste, surgit un facteur régressif, antagonique résultant de la modification du rapport interne des éléments composant le capital.

La plus-value accumulée se subdivise en deux parties inégales : l'une, la plus considérable, doit servir à l'extension du capital constant et l'autre, la plus petite est consacrée à l'achat de force de travail supplémentaire : le rythme du développement du capital constant s'accélère ainsi au détriment de celui du Capital variable et le rapport du Capital constant au capital total s'accroît ; autrement dit, la composition organique du capital s'élève. Certes, la demande supplémentaire d'ouvriers augmente la part absolue du prolétariat dans le produit social, mais sa **part relative** diminue puisque le Capital variable décroît par rapport au Capital constant et au Capital total. Cependant, même l'accroissement absolu du Capital variable, du Fonds des Salaires, ne peut persister et

doit atteindre à un certain moment, son point de saturation. En effet, l'élévation continue de la composition organique, c'est-à-dire du degré technique, porte les forces productives et la productivité du travail à une telle puissance, que le capital poursuivant son ascension, loin d'absorber encore et toujours de nouvelles Forces de Travail finit, au contraire, par rejeter sur le marché une partie de celles déjà intégrées dans la production, déterminant un "phénomène" spécifique au capitalisme décadent : le **chômage permanent**, expression d'une surpopulation ouvrière relative et constante.

D'un autre côté, les dimensions gigantesques qu'atteint la production reçoivent leur pleine signification par le fait que la **masse des produits** ou **valeurs d'usage** croît bien plus vite que la **masse de valeurs d'échange** y correspondant, ou que la valeur du capital constant consommé, du capital variable et de la plus-value : ainsi, par exemple, lorsqu'une machine coûtant 1000 francs, pouvant produire 1000 unités d'un produit déterminé, et nécessitant la présence de deux ouvriers est remplacée par une machine plus perfectionnée coûtant 2000 f, exigeant un ouvrier mais produisant 3 ou 4 fois autant que la première. Que si on objecte que puisque plus de produits peuvent être obtenus avec moins de travail, l'ouvrier, avec son salaire put aussi en acquérir davantage, on oublie totalement que les produits sont avant tout des marchandises, de même que la Force de Travail en est une et que, par conséquent, ainsi que nous l'avons déjà indiqué au début, cette Force de Travail en tant que marchandise, ne peut être vendue qu'à sa valeur d'échange, équivalent au coût de sa reproduction, celle-ci étant assurée du moment que l'ouvrier obtient le strict minimum de subsistance lui permettant de se maintenir en vie. Si, grâce au progrès technique, le coût de ces subsistances peut être réduit, le salaire sera réduit également. Et si même, il ne l'est pas proportionnellement à la baisse des produits, par suite d'un rapport des forces favorable au prolétariat, il doit, **dans tous les cas**, fluctuer dans les limites compatibles avec les nécessités de la production capitaliste.

Le processus de l'accumulation approfondit donc une première contradiction : croissance des forces productives, décroissance des forces de travail affectées à la production et développement d'une surpopulation ouvrière relative et constante. Cette contradiction en engendre une seconde : nous avons déjà indiqué quels étaient les facteurs qui déterminaient le taux de la plus-value. Cependant, il importe de souligner que, avec un taux de plus-value invariable, la **masse de la plus-value** et, par conséquent la **masse** de profit, sont **toujours proportionnelles** à la masse du capital variable engagé dans la production. Si le capital variable décroît par rapport au capital total, il entraîne une diminution de la masse du profit par rapport à ce capital total et, par conséquent, le **taux de profit baisse**. Cette baisse du taux de profit s'accroît dans la mesure où progresse l'accumulation, où grandit le Capital constant par rapport au Capital variable alors même que la **masse** de profit continue à augmenter (par suite d'une hausse du taux de la plus-value). Elle ne traduit donc nullement une exploitation **moins** intense des ouvriers, mais signifie que par rapport au capital total, il est utilisé moins de travail procurant moins de travail gratuit. D'autre part, elle accélère le rythme de l'accumulation parce qu'elle harcèle, elle talonne le capitalisme et, en l'acculant à la nécessité d'extraire d'un nombre d'ouvriers déterminé le maximum de plus-value, l'oblige aussi à accumuler toujours davantage de plus-value.

La loi de la baisse du taux de profit est génératrice de crises cycliques et sera un puissant facteur de décomposition de l'économie capitaliste décadente. De plus, elle nous fournit l'explication de l'exportation du capital qui apparaît comme un des traits spécifiques du capitalisme impérialiste et monopoliste : "l'exportation du capital" dit Marx, "n'a pas pour cause l'impossibilité absolue de l'occuper à l'intérieur, mais la possibilité de le placer à l'étranger avec un taux de profit plus élevé". Lénine confirme

cette idée (L'Impérialisme) en disant que la nécessité de l'exportation des capitaux résulte de la maturité excessive du capitalisme dans certains pays où les placements "**avantageux**" (c'est nous qui soulignons) - l'agriculture étant arriérée, les masses misérables, commencent à lui faire défaut".

Un autre facteur qui contribue à accélérer l'accumulation, c'est le **Crédit**, panacée qui, aujourd'hui acquiert un pouvoir magique pour les savants économistes bourgeois et social-démocrates, à la recherche de solutions salvatrices ; mot magique au pays de Roosevelt; mot magique pour tous les faiseurs de plan d'Economie dirigée ... par le capitalisme, pour De Man, pour les bureaucrates de la C.G.T. et autres sauveurs du capitalisme. Car il paraît que le crédit possède cet attribut de **créer** du pouvoir d'achat ! Cependant, débarrassé de ses oripeaux pseudo-scientifiques et mensongers, le Crédit peut fort simplement se définir comme suit:

la mise à la disposition du Capital, par les canaux de son appareil financier ; a) des sommes momentanément inutilisées dans le procès de production et destinées au renouvellement du capital constant ; b) de la fraction de la plus-value que la bourgeoisie ne consomme pas immédiatement ou qu'elle ne peut accumuler ; c) les sommes disponibles appartenant à des couches non-capitalistes (paysans, artisans) ou à la couche privilégiée de la classe ouvrière, en un mot de ce qui constitue l'ÉPARGNE et exprime un pouvoir d'achat potentiel. L'opération de crédit ne peut donc aboutir, tout au plus, qu'à transformer du pouvoir d'achat latent en pouvoir d'achat nouveau. C'est d'ailleurs un problème qui ne préoccupe que les amuseurs de badauds. Ce qui nous importe, c'est le fait que l'épargne peut être mobilisée pour la capitalisation et accroître d'autant la masse des capitaux accumulés. Sans le crédit, l'épargne ne serait que de l'argent thésaurisé, non du **Capital**. "le crédit accroît de façon incommensurable la capacité d'extension de la production et constitue la force motrice interne qui la pousse constamment à dépasser les limites du marché."(R. Luxembourg)

Un troisième facteur d'accélération doit être signalé. L'ascension vertigineuse de la masse de plus-value ne permet pas à la bourgeoisie d'y adapter la consommation ; son "estomac", si vorace qu'il soit, est incapable d'absorber le surplus et plus-value produite. Mais même si sa goinfrerie la poussait jusqu'à vouloir consommer davantage, elle ne le pourrait, car la concurrence lui impose sa loi implacable, élargir la production, afin de réduire les prix de revient. De sorte que, la fraction de plus-value consommée se réduisant de plus en plus par rapport à la plus-value totale, **le taux de l'accumulation s'accroît**. D'où une nouvelle cause de contraction du marché capitaliste.

Nous nous bornerons à mentionner un quatrième élément d'accélération, surgi parallèlement au développement du capital bancaire et du crédit et produit de la sélection active de la concurrence : la centralisation des capitaux et des moyens de production dans des entreprises gigantesques qui, en produisant de la plus-value, accumulable "en gros", augmentent beaucoup plus rapidement la masse des Capitaux. Comme ces entreprises évolueront organiquement en monopoles parasites, elles se transformeront également en un virulent ferment de désagrégation dans la période de l'Impérialisme.

Résumons donc les contradictions fondamentales qui minent la production capitaliste :

a) d'une part une production ayant atteint un niveau conditionnant une **consommation de masse**; d'autre part, les nécessités même de cette production rétrécissant de plus en plus les bases de la consommation à l'intérieur du marché capitaliste : décroissance de la part relative et absolue du Prolétariat dans le produit total, restriction relative de la consommation individuelle des capitalistes;

b) nécessité de réaliser hors du marché capitaliste la fraction du produit, non consommable à l'intérieur, correspondant à la Plus-Value accumulée en progression rapide et constante sous la pression des divers facteurs accélérant l'accumulation.

Il faut d'une part réaliser le produit afin de pouvoir recommencer la production, mais il faut d'autre part élargir les débouchés afin de pouvoir réaliser le produit.

Comme le souligne Marx "La production capitaliste est forcée de produire à une échelle qui n'est en rien liée à la demande du moment, mais dépend d'une extension continuelle du marché mondial. La demande des ouvriers ne suffit pas, puisque le profit provient précisément de ce que la demande des ouvriers est plus petite que la valeur de leur produit et qu'il est d'autant plus grand que cette demande est relativement plus petite. La demande réciproque des capitalistes ne suffit pas davantage"

Comment alors va s'effectuer cette extension continuelle du marché mondial, cette création et cet élargissement des débouchés extra-capitalistes, dont Rosa Luxemburg soulignait l'importance vitale pour le capitalisme. Celui-ci, de par la place historique qu'il occupe dans l'évolution de la Société doit, s'il veut continuer à vivre, poursuivre la lutte qu'il lui a fallu entamer lorsque primitivement il s'est agi pour lui de construire la base sur laquelle la production pouvait se développer. Autrement dit, le capitalisme, s'il veut se transformer en argent et accumuler la plus-value qui suinte par tous ses pores, doit désagréger les économies anciennes qui ont survécu aux bouleversements historiques. Pour écouler les produits que la sphère capitaliste ne peut absorber, il faut trouver des acheteurs et ceux-ci ne peuvent exister que dans une économie marchande. De plus, le capitalisme, pour maintenir l'échelle de sa production, a besoin d'immenses réserves de matières premières qu'il ne peut s'approprier que pour autant que dans les contrées où elles existent, il ne se heurte pas à des rapports de propriété qui constituent un obstacle à ses visées et pour autant qu'il ait à sa disposition les forces de travail qui puissent assurer l'exploitation des richesses convoitées. Là donc, où subsistent encore des formations esclavagistes ou féodales, ou bien des communautés paysannes dans lesquelles le producteur est enchaîné à ses moyens de production et oeuvre à la satisfaction directe de ses besoins, il faut que le capitalisme crée les conditions et ouvre la voie qui lui permettent d'atteindre ses objectifs. Par la violence, l'expropriation, les exactions fiscales et, avec l'appui des classes dominantes de ces régions, il détruit en premier lieu les derniers vestiges de propriété collective, transforme la production pour les besoins en production pour le marché, suscite des productions nouvelles correspondant à ses propres besoins, ampute l'économie paysanne des métiers qui la complétaient, contraint le paysan, au travers du marché ainsi constitué, à effectuer l'échange des matières agricoles que seules il lui est encore possible de produire, contre la camelote fabriquée dans les usines capitalistes. En Europe, la révolution agricole des XVe et XVIe siècles avait déjà entraîné l'expropriation et l'expulsion d'une partie de la population rurale et avait créé le marché pour la production capitaliste naissante. Marx remarque à ce sujet que "seul l'anéantissement de l'industrie domestique rurale peut donner au marché intérieur d'un pays l'extension et la solide cohésion dont a besoin le mode de production capitaliste".

Cependant poussée par sa nature insatiable, le capital ne s'arrête pas en si bon chemin. Réaliser sa plus-value ne lui suffit pas. Il lui faut maintenant abattre les producteurs autonomes qu'il a fait surgir des collectivités primitives et qui ont conservé leurs moyens de production. Il lui faut supplanter leur production, la remplacer par la production capitaliste afin de trouver un emploi aux masses de capitaux accumulés qui la submergent et l'étouffent. L'industrialisation de l'agriculture amorcée dans la seconde moitié du XIXe siècle, surtout aux Etats-Unis, constitue une illustration frappante du processus de désagrégation des économies paysannes qui creuse le fossé entre fermiers capitalistes et prolétaires agricoles.

Dans les colonies d'exploitation où cependant, le processus de désagrégation des économies paysannes qui creuse le fossé entre fermiers capitalistes et prolétaires agricoles.

Dans les colonies d'exploitation où cependant, le processus capitaliste ne se vérifie que dans une faible mesure, l'expropriation de la prolétarisation en masse des indigènes comblent le réservoir où le capital vient puiser les forces de travail qui lui fourniront les matières premières à bon marché.

De sorte que, réaliser la plus-value, signifie pour le Capital, s'annexer progressivement et continuellement les économies pré-capitalistes dont l'existence lui est indispensable mais qu'il doit cependant anéantir s'il veut poursuivre ce qui constitue sa raison d'être : l'accumulation. D'où surgit une autre contradiction fondamentale qui se relie aux précédentes : l'accumulation et la production capitaliste se développent en se nourrissant de la substance "humaine" des milieux extra-capitalistes, mais aussi en épuisant graduellement ceux-ci ; ce qui d'abord était du pouvoir d'achat "autonome" absorbant la plus-value -par exemple la consommation des paysans- devient, lorsque la paysannerie se scinde en capitalistes et prolétaires, du pouvoir d'achat spécifiquement capitaliste, c'est-à-dire contenu dans les limites étroites déterminées par le Capital variable et la plus-value consommable. Le capitalisme scie, en quelque sorte la branche qui le porte. On peut évidemment imaginer "une" époque où le capitalisme ayant étendu son mode de production au monde entier aura réalisé l'équilibre de ses forces productives et l'harmonie sociale. Mais si Marx, dans ses schémas de la production élargie, a émis cette hypothèse d'une société entièrement capitaliste où ne s'opposeraient que des capitalistes et des prolétaires, c'est nous semble t'il, afin de pouvoir précisément faire la démonstration de l'absurdité d'une production **capitaliste** s'équilibrant et s'harmonisant un jour avec les besoins de l'humanité. Cela signifierait que la plus-value accumulable, grâce à l'élargissement de la production, pourrait se réaliser **directement**, d'une part par l'achat de nouveaux moyens de production nécessaires, d'autre part par la demande des ouvriers supplémentaires (où les trouver d'ailleurs ?) et que les capitalistes, de loups, se seraient transformés en pacifiques progressistes.

Marx, **s'il avait pu** poursuivre le développement de ses schémas, aurait abouti à cette conclusion opposée ; qu'un marché capitaliste qui ne serait plus extensible par l'incorporation de milieux non-capitalistes, qu'une production entièrement capitaliste- ce qui **historiquement** est impossible- signifierait l'arrêt du processus de l'accumulation et la fin du Capitalisme lui-même. Par conséquent présenter les schémas (comme l'ont fait certains "marxistes") comme étant l'image d'une production capitaliste pouvant se dérouler sans déséquilibre, sans surproduction, sans crises, c'est falsifier sciemment la théorie marxiste.

Cependant, en accroissant sa production dans des proportions prodigieuses, le Capital ne réussit pas à l'adapter harmoniquement à la capacité des marchés qu'il parvient à s'annexer. D'une part, ceux-ci ne s'élargissent pas sans discontinuité ; d'autre part, sous l'impulsion des facteurs d'accélération que nous avons mentionnés, l'accumulation imprime au développement de la production un rythme beaucoup plus rapide que celui auquel s'effectue l'extension de nouveaux débouchés extra-capitalistes. Non seulement le processus de l'accumulation engendre une quantité énorme de valeurs d'échange, mais, comme nous l'avons déjà dit, la capacité grandissante des moyens de production accroît la masse des produits ou valeurs d'usage dans des proportions bien considérables encore, de sorte que se trouvent réalisées les conditions d'une production capable de répondre à une consommation de masse, mais dont l'écoulement est subordonné à une adaptation constante de capacités de consommation qui n'existent qu'en dehors de la sphère capitaliste.

Si cette adaptation ne s'effectue pas il y a **surproduction relative de marchandises**, relative non pas par rapport à la **capacité de consommation** mais par rapport à la **capacité d'achat** des marchés capitalistes (intérieur) et extra-capitalistes (extérieur).

S'il ne pouvait y avoir surproduction qu'une fois que tous les membres de la nation auraient satisfait ne fut-ce que leurs besoins les plus urgents, toute surproduction générale et même partielle aurait été impossible dans l'histoire passée de la société bourgeoise. Lorsque le marché est sursaturé de chaussures, de cotonnades, de vins, de denrées coloniales, est-ce à dire qu'une partie de la nation, mettons les deux tiers, a plus que satisfait ses besoins de chaussures, etc. ? En quoi les besoins absolus intéressent-ils la surproduction ? Celle-ci ne s'adresse qu'aux besoins "**capables de payer**". (Marx.)

Le caractère d'une telle surproduction ne se retrouve dans aucune des sociétés antérieures. Dans la société antique, esclavagiste, la production était dirigée vers la satisfaction essentielle des besoins de la classe dominatrice, et l'exploitation des esclaves s'expliquait par la nécessité, résultant, résultant de la faible capacité des moyens de production, d'étouffer par la violence, les vellétés d'expansion des besoins de la masse. Si quelque surproduction fortuite survenait, elle était résorbée par la thésaurisation ou bien elle s'épanouissait en dépenses somptuaires: ce qui se vérifiait parfois, ce n'était donc pas à vrai dire une surproduction, mais une **surconsommation des riches**. De même, sous le régime féodal, l'étroite production était aisément consommée : le serf, tout en consacrant la plus grande partie de "son" produit à la satisfaction des besoins du seigneur, s'évertuait à ne pas mourir de faim ; aucune surproduction n'était à craindre : les famines et les guerres y paraient !

En régime de production capitaliste, les forces productives débordent de la base trop étroite sur laquelle elles doivent opérer ; les produits capitalistes sont abondants, mais ils n'ont que répulsion pour les "simples besoins" des hommes, ils ne se "donnent" que pour de l'argent et, en son absence, préfèrent s'entasser dans les usines, magasins, entrepôts ou se laisser anéantir.

Les crises chroniques du capitalisme ascendant

La production capitaliste ne se trace de limites que celles que lui imposent les possibilités de mise en valeur du capital : tant que de la plus-value peut être extirpée et capitalisée, la production progresse. Sa disproportion avec la capacité générale de consommation n'apparaît que lorsque le reflux des marchandises heurtant les limites du marché obstruent les voies de la circulation, en un mot **lorsque la crise éclate**.

Il est évident que la crise économique déborde la définition qui la limite à une rupture d'équilibre entre les divers secteurs de la production, comme se bornent à l'énoncer certains économistes bourgeois et même marxistes. Marx indique qu'"aux périodes de surproduction générale, la surproduction dans certaines sphères n'est que le résultat, la conséquence de la surproduction dans les branches principales ; elle n'y est que de la surproduction relative parce qu'il y a surproduction dans d'autres sphères". Evidemment, une disproportion trop flagrante, par exemple entre le secteur produisant des moyens de production et le secteur produisant des moyens de consommation peut déterminer une crise partielle, peut même être la cause d'une crise générale originelle. La crise est le produit d'une surproduction générale et relative, d'une surproduction de produits de **toutes espèces** (que ce soient des moyens de production ou des objets de consommation), par rapport à la demande du marché.

En somme, la crise est la manifestation de l'impuissance du capitalisme à pouvoir **tirer profit** de l'exploitation de l'ouvrier : nous avons déjà mis en évidence qu'il ne lui suffit

pas d'extorquer du travail gratuit et de l'incorporer au produit sous forme d'une valeur nouvelle, de plus-value, mais qu'il doit aussi le matérialiser en argent par la vente du produit total **à sa valeur**, ou plutôt à son **prix de production**, constitué par le prix de revient (valeur du capital engagé, constant et variable) auquel s'ajoute le profit moyen social (et non le profit donné par chaque production particulière). D'un autre côté, les prix du marché qui théoriquement sont l'expression monétaire des prix de production diffèrent pratiquement de ceux-ci, car ils suivent la courbe fixée par la loi marchande de l'offre et de la demande **tout en évoluant cependant dans l'orbite de la valeur**. Il importe donc de souligner que les crises qui se caractérisent par des fluctuations anormales des prix entraînant des dépréciations considérables de valeurs pouvant même aller jusqu'à leur destruction qui équivaut à une perte de capital. La crise révèle brusquement qu'il a été produit une telle masse de moyens de production, de moyens de travail et de moyens de consommation, qu'il s'est accumulé une telle masse de **valeurs-capital** qu'il devient impossible de faire fonctionner celles-ci comme instrument d'exploitation des ouvriers à un degré donné, à un certain taux de profit ; la baisse du taux au-dessous d'un certain niveau acceptable par la bourgeoisie ou la menace même de la suppression de tout profit, jette la perturbation dans le procès de production et provoque même sa paralysie. Les machines s'immobilisent, non parce qu'elles ont produit trop de choses consommables, mais parce que le **capital** existant ne reçoit plus la plus-value qui le fait vivre. La crise dissipe ainsi les brumes de la production capitaliste ; elle souligne d'un trait puissant **l'opposition fondamentale entre la valeur d'usage et la valeur d'échange**, entre les besoins des hommes et les besoins du capital. "Il est produit", dit Marx, "trop de marchandises pour qu'on puisse réaliser et reconvertir en capital nouveau, dans les conditions de répartition et de consommation données par la production capitaliste, la Valeur et la Plus-Value qui s'y trouvent contenues. Il n'est pas produit trop de richesses, mais **périodiquement**, il est produit trop de richesses sous ses formes capitalistes opposées les unes aux autres.

Cette périodicité quasi-mathématique des crises constitue un des traits spécifiques du système capitaliste de production. Tant cette périodicité que le caractère propre des crises capitalistes ne se retrouvent dans aucune des sociétés précédentes : les économies antiques, patriarcales, féodales, basées essentiellement sur la satisfaction des besoins de la classe dominante et ne s'appuyant ni sur une technique progressive ni sur un marché favorisant un large courant d'échanges, ignoraient les crises surgies d'excès de richesse, puisque, ainsi que nous l'avons mis en évidence, la surproduction y était impossible, des calamités économiques ne s'y abattaient qu'à l'intervention d'agents naturels : sécheresse, inondation, épidémies, et de facteurs sociaux, tels les guerres.

Les crises chroniques font seulement leur apparition dès le début du XIXe siècle, lorsque le capitalisme, désormais consolidé grâce aux luttes acharnées et victorieuses qu'il a livrées à la société féodale, entre dans sa période de plein épanouissement et, solidement installé sur sa base industrielle, part à la conquête du monde. Dès lors, le développement de la production capitaliste va se poursuivre à un rythme saccadé, suivant une trajectoire très mouvementée. A une production fiévreuse s'efforçant de combler les exigences croissantes des débouchés mondiaux, succédera un encombrement du marché. Le reflux de la circulation viendra bouleverser tout le mécanisme de la production. La vie économique fermera ainsi une longue chaîne dont chaque chaînon constituera un cycle divisé en une succession de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de dépression. Le point de rupture du cycle, c'est la crise, "solution momentanée et violente des contradictions existantes, éruption violente qui rétablit pour un moment l'équilibre troublé"(Marx). Les périodes de crise et de prospérité sont donc inséparables et se conditionnent réciproquement.

Jusqu'au milieu du XIXe siècle, les crises cycliques conservent leur centre de gravité en Angleterre, berceau du capitalisme industriel. La première qui ait un caractère de surproduction date de 1825 (l'année précédente, le mouvement trade-unioniste s'appuyant sur la loi de coalition que le prolétariat avait arrachée à la bourgeoisie, commençait à grandir). Cette crise avait des origines curieuses pour l'époque : les importants emprunts qui avaient été contractés à Londres, les années précédentes, par les jeunes républiques sud-américaines, se trouvaient être épuisés, ce qui avait amené une brusque contraction des marchés. Elle atteint particulièrement l'industrie cotonnière, déchue de son monopole, s'illustre par une révolte des ouvriers cotonniers et se résorbe par une extension des débouchés, limités essentiellement à l'Angleterre, où le capital trouve encore de vastes régions à transformer et à capitaliser : la pénétration des régions agricoles des provinces anglaises et le développement des exportations vers les Indes, ouvrent le marché à l'industrie métallurgique, qui prend définitivement son essor. En 1836, le marasme de l'industrie cotonnière, succédant à une longue dépression, suivie d'une période de prospérité, généralise encore une fois la crise et ce sont à nouveau les tisserands mourant de faim, qui s'offrent en victimes expiatoires. La crise trouve son issue en 1839 dans l'extension nouvelle du réseau ferré, mais, entre-temps, naît le mouvement chartiste, expression des premières aspirations politiques du prolétariat anglais. En 1840, nouvelle dépression de l'industrie textile anglaise, accompagnée de révoltes ouvrières : elle se prolonge jusqu'en 1843. L'essor reprend en 1844 et se transforme en grande prospérité en 1845. Une crise générale s'étendant au continent éclate en 1847. Elle est suivie de l'insurrection parisienne de 1848 et de la révolution allemande et dure jusqu'en 1849, époque à laquelle les marchés américains et australiens s'ouvrent à l'industrie européenne et surtout anglaise, en même temps que la construction des chemins de fer prend un énorme développement en Europe occidentale.

Dès cette époque déjà, Marx, dans le Manifeste Communiste, trace les caractéristiques générales des crises et souligne l'antagonisme entre le développement des forces productives et leur appropriation bourgeoise. Avec une profondeur générale, il dessine les perspectives pour la production capitaliste. "Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ?" demande-t-il. "D'un côté, par la destruction forcée d'une masse de forces productives, de l'autre, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des ouvriers ; à quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir".

A partir de la seconde moitié du XIXe siècle, le capitalisme industriel acquiert la prépondérance sur le continent. L'Allemagne et l'Autriche prennent leur essor industriel vers 1860. De ce fait, les crises prennent de plus en plus d'extension. Celle de 1857 est courte grâce à l'expansion du capital, surtout en Europe Centrale. 1860 marque l'apogée de l'industrie cotonnière anglaise qui poursuit la saturation des marchés des Indes et de l'Australie. La guerre de sécession la prive de coton et provoque en 1863 son effondrement complet, entraînant une crise générale. Mais le capital anglais et le capital français ne perdent pas leur temps et de 1860 à 1870 s'assurent de solides positions en Egypte et en Chine.

La période allant de 1850 à 1873, extrêmement favorable au développement du capital, se caractérise par de longues phases de prospérité (environ 6 ans) et de courtes dépressions d'environ 2 ans. La période suivante qui débute avec la crise de 1873, et qui s'étend jusqu'en 1896, présente un processus inverse : dépression chronique, coupée de courtes phases ascendantes : l'Allemagne (paix de Francfort en 1871) et les Etats-Unis viennent de surgir concurrents redoutables, face à l'Angleterre et à la France. Le rythme de développement prodigieux de la production capitaliste dépasse le rythme de pénétration des marchés : crises en 1882 et en 1890. Déjà les **grandes luttes coloniales**

pour le partage du monde sont engagées et le Capitalisme, sous la poussée de l'immense accumulation de plus-value, est lancé sur la voie de l'impérialisme qui va mener à la crise générale et banqueroutière. Entre-temps, surgissent les crises de 1900 (guerre des Boers et des "boxers") et de 1907. Celle de 1913-1914, devait exploser dans la guerre mondiale.

Avant d'aborder l'analyse de la crise générale de l'Impérialisme décadent, qui fait l'objet de la seconde partie de notre étude, il nous faut examiner le processus qu'ont suivi chacune des crises de l'époque expansionniste.

Les deux termes extrême d'un cycle économique sont : la phase ultime de prospérité qui aboutit au point culminant de l'accumulation qui s'exprime par son taux le plus élevé et la plus haute composition organique du capital : la puissance des forces productives est arrivée à son point de rupture avec la capacité du marché ; cela signifie aussi, ainsi que nous l'avons indiqué, que le faible taux de profit correspondant à la haute composition organique va se heurter aux besoins de mise en valeur du capital ; b) la phase la plus profonde de la crise, qui correspond à une paralysie totale de l'accumulation de capital et précède immédiatement la dépression.

Entre ces deux moments, se déroulent, d'une part la crise elle-même : période de bouleversements et de destructions de valeurs d'échange, d'autre part, la phase de dépression à laquelle succède la reprise et la prospérité fécondant des valeurs nouvelles. L'équilibre instable de la production sapé par l'approfondissement progressif des contradictions capitalistes, se rompt brusquement lorsque la crise éclate et il ne peut se rétablir, que s'il opère un assainissement des valeurs-capital. Ce nettoyage s'amorce par une baisse des prix des produits finis, tandis que les prix des matières premières continuent quelque temps leur ascension. La contraction des prix des marchandises entraîne évidemment la dépréciation des capitaux matérialisés par ces marchandises et la chute se poursuit jusqu'à la destruction d'une fraction plus ou moins importante du capital, proportionnée à la gravité et à l'intensité de la crise. Le processus de destruction prend deux aspects : d'une part en tant que **perte de valeurs d'usage**, découlant de l'arrêt partiel ou total de l'appareil de production qui détériore les machines et les matières non employées, d'autre part en tant que **perte de valeurs d'échange**, qui est la plus importante, parce qu'elle s'attaque au procès de renouvellement de la production, qu'elle arrête et désorganise. Le capital constant subit le premier choc ; la diminution du capital variable ne suit pas parallèlement, car la baisse des salaires retarde généralement sur la baisse des prix. La contraction des valeurs empêche leur reproduction à l'échelle ancienne, de plus, la paralysie des forces productives empêche le capital qui les représente d'exister comme tel : c'est du capital mort, inexistant, **bien que subsistant sous sa forme matérielle**. Le processus de l'accumulation du capital se trouve également interrompu parce que la plus-value accumulable a été engloutie avec la chute des prix, bien que cependant, l'accumulation des valeurs d'usage puisse fort bien se poursuivre quelque temps par la continuation des extensions prévues de l'appareil productif.

La contraction des valeurs entraîne aussi la contraction des entreprises : les plus faibles succombent ou sont absorbées par les plus fortes moins ébranlées par la baisse des prix. Cette centralisation ne s'effectue pas sans luttes : tant que dure la prospérité, tant qu'il y a du butin à partager, celui-ci se répartit entre les diverses fractions de la classe capitaliste au prorata des capitaux engagés, mais que survienne la crise et que la perte devienne inévitable pour la **classe dans son ensemble**, chacun des groupes ou capitalistes individuels s'efforce par tous les moyens, de limiter sa perte, ou d'en rejeter l'entièreté sur le voisin. **L'intérêt de la classe capitaliste se désagrège sous la poussée des intérêts particuliers**, disparates, alors qu'en période normale ceux-ci respectaient

une certaine discipline. Nous verrons que dans la crise générale, c'est l'intérêt de classe, au contraire, qui affirme sa prédominance.

Mais la chute des prix qui a permis la liquidation des stocks de marchandises anciennes s'est arrêtée. L'équilibre se rétablit progressivement. Les capitaux sont ramenés en valeurs à un niveau plus bas, la composition organique s'abaisse également. Parallèlement à ce rétablissement s'opère une réduction des prix de revient, conditionnée principalement par la **compression massive des salaires** ; la plus-value - oxygène - réapparaît et ranime lentement tout le corps capitaliste. Les économistes de l'école libérale célèbrent à nouveau les mérites de ses antitoxines, de ses "réactions spontanées", le taux de profit se relève, devient "intéressant", bref, la **rentabilité des entreprises se rétablit**, puis l'accumulation renaît, aiguissant l'appétit capitaliste et préparant l'éclosion d'une nouvelle surproduction. La masse de plus-value accumulée grossit, exige de nouveaux débouchés jusqu'au moment où le marché retarde à nouveau sur le développement de la production. La crise est mûre. Le cycle recommence.

"Les crises apparaissent comme un moyen d'attiser et de déchaîner toujours de nouveau le feu du développement capitaliste."(R. Luxembourg)

2e partie

Nous avons marqué dans la première partie de cette étude que la période qui va à peu près de 1852 à 1873 porte l'empreinte du développement considérable du Capitalisme, dans la "libre concurrence" (concurrence mitigée par l'existence d'un protectionnisme de défense des industries en pleine croissance). Au cours même de cette phase historique, les diverses bourgeoisies nationales parachèvent leur domination économique et politique sur les ruines des survivances féodales, libérant de toutes entraves les forces capitalistes de production : en Russie, par l'abolition du servage ; aux Etats-Unis, par la guerre de Sécession qui balaie l'anachronisme esclavagiste ; par la formation de la Nation italienne, par la fondation de l'unité allemande. Le traité de Francfort scelle le cycle des grandes guerres nationales d'où ont surgi les Etats Capitalistes modernes

Processus organique dans l'ère capitaliste.

Au rythme rapide de son développement, le système capitaliste de production, vers 1873, a déjà intégré à sa sphère, à son propre marché, le domaine extra-capitaliste qui lui est limitrophe. L'Europe est devenue une vaste économie marchande (à l'exception de quelques régions retardataires du Centre et de l'Est) donnée par la production capitaliste. Le continent Nord-Américain subit l'hégémonie du capitalisme anglo-saxon, déjà fortement développé.

D'autre part, le processus de l'accumulation capitaliste, qu'interrompt momentanément les crises cycliques, mais qui reprend avec une vigueur accrue après chaque assainissement économique détermine parallèlement une puissante et irrésistible centralisation des moyens de production, que la baisse du taux de profit et l'âpreté des compétitions ne fait que précipiter. On assiste à une multiplication de gigantesques entreprises à haute composition organique, facilitée par le développement des sociétés par actions, qui se substituent aux capitalistes individuels, isolément incapables de faire face aux exigences extensives de la production ; les industriels se transforment en agents subordonnés à des conseils d'administration.

Mais un autre processus s'amorce : de la nécessité, d'une part, de contrecarrer la baisse du taux de profit, de le maintenir dans des limites compatibles avec le caractère de

production capitaliste et d'autre part, d'enrayer une concurrence anarchique et "désastreuse", surgit la formation d'organisations monopolistes qui acquièrent de l'importance, après la crise de 1873. Primitivement naissent les Cartels, puis une forme plus concentrée, les Syndicats. Ensuite apparaissent les Trusts et Konzerns qui opèrent, ou bien une concentration horizontale d'industries similaires ou bien le groupement vertical de branches différentes de la production.

Le capital humain, de son côté, sous l'afflux de la masse considérable d'argent épargné et disponible, produit de l'intense accumulation, acquiert une influence considérable. Le système des participations "en cascade", qui se greffe sur l'organisme monopoliste lui donne la clef du contrôle des productions fondamentales. Le Capital industriel, commercial ou bancaire, perdant ainsi graduellement leur position autonome dans le mécanisme économique et la fraction la plus considérable de la plus-value produite est drainée vers une formation capitaliste supérieure, synthétique, qui en dispose suivant ses intérêts propres : le **Capital Financier**. Celui-ci est, en somme, le produit hypertrophié, de l'accumulation capitaliste et de ses manifestations contradictoires, définition qui n'a évidemment rien de commun avec celle représentant le Capital financier comme exprimant la "volonté" de quelques individualités animées de fièvre "spéculative", d'opprimer et de spolier les autres formations capitalistes et de s'opposer à leur "libre" développement. Une telle conception, pôle d'attraction des courants petits bourgeois social-démocrates et néo-marxistes pataugeant dans le marais de "l'anti-hypercapitalisme", exprime la méconnaissance des lois du développement capitaliste et tourne le dos au marxisme tout en renforçant la domination idéologique de la bourgeoisie.

Le processus de centralisation organique, loin d'éliminer la concurrence, l'amplifie au contraire, sous d'autres formes, ne faisant qu'exprimer ainsi le degré d'approfondissement de la contradiction capitaliste fondamentale. A la concurrence entre capitalistes individuels - organes primaires - s'exerçant sur toute l'étendue du marché capitaliste (national et international) et qui est contemporaine du capitalisme "progressif", se substituent les vastes compétitions internationales entre organismes plus évolués : les Monopoles, maîtres des marchés nationaux et des productions fondamentales ; cette période correspond à une capacité productive débordant largement des limites du marché national, et à une extension géographique de celui-ci par les conquêtes coloniales se plaçant au début de l'ère impérialiste. La forme suprême de la concurrence capitaliste s'exprimera finalement par les guerres inter-impérialistes et surgira lorsque tous les territoires du globe seront partagés entre les nations impérialistes. Sous l'égide du Capital financier, un processus de transformation des formations nationales - issues des bouleversements historiques et qui contribuaient par leur développement à une cristallisation de la division mondiale du travail - en des entités économiques complètes. "Les monopoles", dit R. Luxembourg, "aggravent la contradiction existant entre le caractère international de l'économie capitaliste mondiale et le caractère national de l'Etat capitaliste".

Le développement du nationalisme économique est double : intensif et extensif.

La charpente principale du développement intensif est constituée par le protectionnisme, non plus celui protégeant "les industries naissantes, mais celui instaurant le monopole du marché national et qui détermine deux possibilités : à l'intérieur, la réalisation d'un surprofit, à l'extérieur la pratique de prix au-dessous de la valeur des produit, la lutte par le "dumping".

Le développement "extensif" déterminé par le besoin permanent d'expansion du capital, à la recherche de nouvelles zones de réalisation et de capitalisation de la plus-value, est orienté vers la conquête de terres pré-capitalistes et coloniales.

Poursuivre l'extension continuelle de son marché afin d'échapper à la menace constante de la surproduction de marchandises qui s'exprime dans les crises cycliques, nous avons indiqué que telle est la nécessité fondamentale du mode de production capitaliste, qui se traduit d'une part par une évolution **organique** aboutissant aux monopoles, au Capital Financier et au nationalisme économique et d'autre part par une évolution **historique** aboutissant à l'impérialisme. Définir l'impérialisme "un **produit du Capital Financier**" comme le fait Boukharine, c'est établir une fausse filiation et surtout c'est perdre de vue l'origine commune de ces deux aspects du processus capitaliste : la production de plus-value.

Les guerres coloniales dans la première phase du capitalisme.

... Alors que le cycle des guerres nationales se caractérise essentiellement par des luttes entre nations en formation, édifiant une structure politique et sociale conforme aux besoins de la production capitaliste, les guerres coloniales opposent, d'une part des pays capitalistes complètement développés, craquant déjà dans le cadre étroit et d'autre part, des pays non évolués à l'économie naturelle ou retardataire.

Les régions à conquérir sont de deux espèces : a) **les colonies de peuplement**, qui servent essentiellement comme sphère d'investissements de capitaux et deviennent, en quelque sorte, le prolongement des économies métropolitaines, parcourant une évolution capitaliste similaire et se posant même en concurrentes des Métropoles, tout au moins pour certaines branches. Tels sont les Dominions britanniques, à structure capitaliste complète ;

b) **les colonies d'exploitation**, à population dense, où le capital poursuit deux objectifs essentiels : réaliser sa plus-value et s'appropriier des matières premières à bon marché, permettant de freiner la croissance du capital constant investi dans la production, et d'améliorer le rapport de la masse de la plus-value au capital total. Pour la réalisation des marchandises, le processus est celui que nous avons déjà décrit : Le Capitalisme contraint les paysans et les petits producteurs issus de l'économie domestique, à travailler, non pour leurs besoins directs, mais pour le marché, où s'effectue l'échange de produits capitalistes de grande consommation contre les produits agricoles. Les peuples agriculteurs des colonies s'intègrent à l'économie marchande sous la pression du capital commercial et usuraire stimulant les grandes cultures de matières d'exportation : coton, caoutchouc, riz, etc. Les emprunts coloniaux représentent l'avance faite par le Capital financier du pouvoir d'achat servant à l'équipement du réseau de circulation des marchandises : construction de chemin de fer, de ports, facilitant le transport des matières premières, ou à des travaux de caractère stratégique, qui consolident la domination impérialiste. D'autre part, le Capital Financier veille à ce que les capitaux ne puissent servir d'instrument d'émancipation économique des colonies ; à ce que les forces productives ne soient développées et industrialisées que dans la mesure où elles ne peuvent constituer une menace pour les industries métropolitaines, en orientant, par exemple, leur activité, vers une transformation primaire des matières premières, s'effectuant avec le concours de forces indigènes quasi-gratuites.

De plus, la paysannerie, écrasée sous le poids des dettes usuraires et des impôts absorbés par les emprunts est contrainte de céder les produits de son travail bien au-dessous de leur valeur, sinon en-dessous de leur prix de revient.

Aux deux méthodes de colonisation que nous venons d'indiquer, s'en ajoute une troisième, consistant à s'assurer des zones d'influence, en "vassalisant" à coups d'emprunts et de placements de capitaux, des Etats retardataires. Le courant intense d'exportation des capitaux qui est lié à l'extension du protectionnisme monopoliste,

favorise un élargissement de la production capitaliste, tout au moins à l'Europe centrale et orientale, à l'Amérique et même à l'Asie où le Japon devient une puissance impérialiste.

D'un autre côté, l'inégalité du développement capitaliste se prolonge dans le processus d'expansion coloniale. Au seuil du cycle des guerres coloniales, les nations capitalistes les plus anciennes, s'appuient déjà sur une solide base impérialiste ; les deux plus grandes puissances de cette époque : l'Angleterre et la France se sont déjà partagé les "bonnes" terres d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, circonstances qui favorisent encore davantage leur extension ultérieure au détriment de leurs concurrents plus jeunes, l'Allemagne et le Japon, obligés de se contenter de quelques maigres restes en Afrique et en Asie, mais qui, par contre, accroissent leurs positions métropolitaines à un rythme beaucoup plus rapide que les vieilles nations : l'Allemagne, puissance industrielle, dominant le continent européen peut bientôt se dresser, face à l'impérialisme anglais et poser le problème de l'hégémonie mondiale dont la solution sera cherchée au travers de la première guerre impérialiste.

Si au cours des cycles des guerres coloniales les contrastes économiques et les antagonismes impérialistes s'aiguisent, les conflits des classes qui en résultent peuvent cependant être comblés "pacifiquement", par la bourgeoisie des pays les plus avancés, accumulant au cours des opérations de brigandage colonial, des réserves de plus-values, où elles peuvent puiser à pleines mains et corrompre les couches privilégiées de la classe ouvrière. Les deux dernières décades du XIXe siècle amènent au sein de la social-démocratie internationale, le triomphe de l'opportunisme et du réformisme, monstrueuses excroissances parasitaires se nourrissant des peuples coloniaux.

Mais le colonialisme extensif est limité dans son développement et le capitalisme, conquérant insatiable, a tôt fait d'épuiser tous les débouchés extra-capitalistes disponibles. La concurrence inter-impérialiste privée d'une voie de dérivation, s'oriente à la guerre impérialiste.

"Ce qui s'oppose aujourd'hui les armes à la main", dit R. Luxembourg, "ce ne sont pas, d'une part les pays capitalistes et d'autre part les pays d'économie naturelle, mais des Etats qui sont précisément poussés au conflit par l'identité de leur développement capitaliste élevé".

Cycles de guerres inter-impérialistes et de révolution dans la crise générale du capitalisme.

Alors que les anciennes communautés naturelles peuvent résister des milliers d'années, que la société antique et la société féodale, parcourent une longue période historique, la production capitaliste moderne, au contraire", dit Engels, "vieille à peine de 300 ans et qui n'est devenue dominante que depuis l'instauration de la grande industrie, c'est-à-dire depuis cent ans a, en ce court laps de temps, réalisé des disparités de répartition - concentration des capitaux en un petit nombre de mains d'une part, concentration des masses sans propriété dans les grandes villes d'autre part - qui fatalement causeront sa perte".

La société capitaliste, de par l'acuité qu'atteignent les contrastes de son mode de production, ne peut plus poursuivre ce qui constitue sa mission historique : développer de façon continue et progressive les forces productives et la productivité du travail humain. La révolte des forces de production contre leur appropriation privée, de sporadique devient **permanente**. Le Capitalisme entre dans sa crise générale de décomposition, et l'histoire enregistrera ses sursauts d'agonie en traits sanglants.

Résumons de cette crise générale les caractéristiques essentielles : une surproduction industrielle générale et constante, un chômage technique chronique alourdissant la production de capitaux non-viables; le chômage permanent de masses considérables de forces de travail aggravant les contrastes de classes ; une surproduction agricole chronique superposant une crise générale à la crise industrielle et que nous analyserons plus loin ; un ralentissement considérable du processus de l'accumulation capitaliste résultant du retrécissement considérable du champ d'exploitation des forces de travail (composition organique) et de la baisse continue du taux de profit et que Marx prévoyait lorsqu'il disait que "dès que la formation de capital se trouverait exclusivement entre les mains de **quelques gros capitalistes** pour qui la **masse** du profit compenserait le **taux**, la production perdrait tout stimulant vivifiant et tomberait en somnolence. Le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste. Sans profit, pas de production." ; la nécessité pour le capital financier de rechercher un **surprofit**, provenant non pas de la la production de plus-value, mais d'une spoliation d'une part, de l'ensemble des consommateurs en élevant le prix des marchandises au-dessus de leur valeur et, d'autre part, des petits producteurs en s'appropriant une partie ou l'entiéreté de leur travail. Le surprofit représente ainsi un impôt indirect prélevé sur la **circulation** des marchandises. Le Capitalisme a tendance à devenir parasitaire dans le sens absolu du terme.

Durant les deux dernières décades précédant le conflit mondial, ces agents d'une crise générale se développent et agissent déjà dans une certaine mesure, bien que la conjoncture évolue encore suivant une courbe ascendante, exprimant en quelque sorte le "chant du cygne" du Capitalisme. Dès 1912, le point culminant est atteint, le monde capitaliste est inondé de marchandises et la crise éclate aux Etats-Unis en 1913 et commence à s'étendre à l'Europe. L'étincelle de Sarajevo l'a fait exploser dans la guerre mondiale qui pose à l'ordre du jour une révision du partage des colonies. Le massacre va dès lors constituer pour la production capitaliste, un immense débouché ouvrant de "magnifiques" perspectives.

L'industrie lourde, fabriquant non plus des moyens de production mais de destruction et également celle produisant des moyens de consommation, vont pouvoir travailler à plein rendement, non pour assurer l'existence des hommes, mais pour accélérer leur destruction. La guerre, d'une part, opère un "salutaire" assainissement des valeurs-capital hypertrophiées ; en les détruisant sans pourvoir à leur remplacement et, d'autre part, elle favorise la réalisation des marchandises bien au-dessus de leur valeur, par la hausse formidable des prix sous le régime du cours forcé ; la masse du surprofit que le capital retire d'une telle spoliation des consommateurs compense largement la diminution de la masse de plus-value résultant d'un affaiblissement des possibilités d'exploitation dû à la mobilisation.

La guerre détruit surtout d'énormes forces de travail qui, dans la paix, rejetées du procès de production, se constituaient en menace grandissante pour la domination bourgeoise. On chiffre la destruction des valeurs réelles à un tiers de la richesse mondiale accumulée par le travail de générations de salariés et de paysans. Ce désastre social, vu sous l'angle de l'intérêt mondial du capitalisme prend l'aspect d'un bilan de prospérité analogue à celui d'une société anonyme s'occupant de participations foncières et dont le compte de profits et perte, gonflé de bénéfices, cache la ruine d'innombrables petites entreprises et la misère des travailleurs. Car les destructions si elles prennent les proportions d'un cataclysme ne retombent pas à la charge du capitalisme. L'Etat capitaliste vers lequel, durant le conflit convergent tous les pouvoirs, sous l'impérieuse nécessité d'établir une économie de guerre, est le grand consommateur insatiable qui crée son pouvoir d'achat au moyen d'emprunts gigantesques drainant toute l'épargne nationale sous le contrôle et avec le concours "rétribué" du capital financier ; il paye des traites qui hypothèquent le revenu futur du prolétariat et des petits paysans.

L'affirmation de Marx, formulée il y a 75 ans, reçoit sa pleine signification : "La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective de peuples modernes c'est leur dette publique"

La guerre devait évidemment accélérer le processus d'exacerbation des antagonismes sociaux. La dernière période du massacre s'ouvre sur le coup de tonnerre d'Octobre 1917. Le secteur le plus faible du capitalisme mondial vient de sauter. Des convulsions révolutionnaires grondent en Europe Centrale et Occidentale. Le pouvoir bourgeois est chancelant ; il faut mettre fin au conflit. Si en Russie, le prolétariat guidé par un parti trempé par quinze ans de luttes ouvrières et de travail idéologique, peut maîtriser une bourgeoisie encore faible, et instaurer sa dictature, dans les pays centraux - où le capitalisme est plus solidement enraciné - la classe bourgeoise tout en chancelant sous l'impétuosité du flux révolutionnaire, parvient cependant, avec l'appui d'une social-démocratie encore puissante et du fait de la non-maturité des partis communistes, à orienter le prolétariat dans une direction qui l'éloigne de ses buts spécifiques. La tâche du capitalisme est facilitée par la possibilité qu'il a, après l'armistice, de prolonger sa "prospérité" de guerre en une période d'essor économique justifié par la nécessité d'adapter la production guerrière au renouvellement de l'appareil productif et à une consommation de paix s'exprimant par les immenses besoins de première nécessité qui surgissent. Ce relèvement réintègre dans la production la presque totalité des ouvriers démobilisés et les concessions d'ordre économique que leur accorde la bourgeoisie, si elles n'entament pas son profit (les salaires augmentés ne suivant que de loin la dépréciation du pouvoir d'achat du papier monnaie), lui permettent cependant de jeter dans la classe ouvrière l'illusion qu'une amélioration de son sort peut encore s'effectuer dans le cadre du régime capitaliste et, en l'isolant de son avant-garde révolutionnaire, d'écraser celle-ci.

La perturbation jetée dans le système monétaire aggrave le désordre apporté par la guerre dans la hiérarchie des valeurs et le réseau des échanges, de sorte que l'essor (du moins en Europe) évolue dans le sens d'une activité spéculative et d'un accroissement des valeurs fictives, et non comme une phase cyclique ; il atteint d'ailleurs bien vite son point culminant, le volume de la production bien que correspondant à une capacité fortement réduite des forces productives et bien que restant sensiblement inférieur au niveau d'avant-guerre déborde cependant rapidement la faible capacité d'achat des masses. D'où la crise de 1920 qui, ainsi que la définit le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste, apparaît comme la "réaction de la misère contre les efforts pour produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente", qui est celle de la prospérité fictive de guerre et d'après-guerre.

Si en Europe la crise n'est que l'aboutissement d'un cycle industriel, aux Etats-Unis, elle apparaît encore comme telle. La guerre lui a permis de se dégager de l'étreinte de la dépression économique de 1913 et lui a offert d'immenses possibilités d'accumulation en écartant son concurrent européen et en lui ouvrant un marché militaire quasi inépuisable. L'Amérique devient le grand fournisseur de l'Europe en matières premières, produits agricoles et industriels. Appuyés sur une capacité productive colossale, une agriculture puissamment industrialisée, d'immenses ressources en capitaux et leur position de créancier mondial, les Etats-Unis, en devenant le centre économique du capitalisme mondial, déplacent aussi l'axe des contradictions impérialistes. L'antagonisme anglo-américain se substitue à la rivalité anglo-allemande, moteur du premier conflit mondial. La fin de celui-ci fait surgir aux Etats-Unis le profond contraste d'un appareil productif hypertrophié et d'un marché considérablement rétréci. La contradiction éclate dans la crise d'avril 1920 et le jeune impérialisme américain dès lors s'engage, à son tour, dans la voie de la décomposition générale de son économie.

Dans la phase décadente de l'impérialisme, le Capitalisme ne peut plus diriger les contrastes de son système que vers une seule issue : la guerre. L'humanité ne peut échapper à une telle alternative que par la révolution prolétarienne. Or, la révolution d'Octobre 17 n'ayant pu, dans les pays avancés d'occident, mûrir la conscience du prolétariat et celui-ci ayant été incapable d'orienter les forces productives vers le socialisme, seule possibilité de combler les contradictions capitalistes, la bourgeoisie, quand les dernières énergies révolutionnaires se sont consumées dans la défaite du prolétariat allemand en 1923, parvient à restituer à son système une stabilité relative qui, bien que renforçant sa domination, va cependant la pousser dans la voie menant à une nouvelle et plus terrible conflagration générale.

Entre-temps s'ouvre une nouvelle période de reprise économique qui prend les apparences d'une prospérité analogue à celle d'un cycle du capitalisme ascendant, tout au moins en ce qui concerne un des aspects essentiels : le développement de la production. Mais nous avons vu qu'antérieurement l'essor correspondait à une extension du marché capitaliste s'annexant de nouvelles zones pré-capitalistes, tandis que l'essor de 1924-29 qui évolue dans la crise générale du capitalisme ne peut pas puiser à de telles possibilités. on assiste, au contraire, à une aggravation de la crise générale sous l'action de certains facteurs que nous allons rapidement examiner :

a) Le marché capitaliste est amputé du vaste débouché que constituait la Russie impériale, importatrice de produits industriels et de capitaux et exportatrice de matières premières et de produits agricoles cédés à bas prix au moyen d'une exploitation féroce de la paysannerie ; d'autre part, la dernière grande zone pré-capitaliste à ressources immenses et vaste réservoir d'hommes, est plongée dans de formidables convulsions sociales qui empêchent le Capital d'y effectuer des placements "rassurants";

b) le détraquement du mécanisme mondial a supprimé l'or en tant qu'équivalent général des marchandises et de monnaie universelle, l'absence d'une commune mesure et la coexistence de systèmes monétaires basés, soit sur l'or, soit sur le cours forcé ou la non convertibilité, déterminent une telle différenciation des prix que la notion de la valeur s'estompe, que le commerce international est complètement désarticulé et que son désordre s'aggrave par le recours plus fréquent et plus caractérisé au dumping ; c) la crise chronique et générale de l'agriculture est mûre dans les pays agraires et dans les secteurs agricoles des pays industriels (elle s'épanouira dans la crise économique mondiale). Le développement de la production agricole qui avait reçu sa principale impulsion de l'industrialisation et de la capitalisation agricoles, dès avant guerre, de grandes zones des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie, s'est poursuivi, par son extension à des régions plus arriérées d'Europe Centrale et d'Amérique du Sud, dont l'économie essentiellement agricole a perdu son caractère semi-autonome et est devenue totalement tributaire du marché mondial.

De plus, les pays industriels, importateurs de produits agricoles, mais engagés dans la voie du nationalisme économique tentent de combler la déficience de leur agriculture par une augmentation des terres emblavées et par un accroissement de leur rendement, à l'abri, des barrières douanières et avec l'appui d'un politique de subventions, dont la pratique s'étend également aux pays de grandes cultures (Etats-Unis, Canada, Argentine). Il en résulte, sous la pression monopolistique, un régime factice de prix agricoles s'élevant au niveau du coût de production le plus élevé et qui pèse lourdement sur la capacité d'achat des masses (cela se vérifie surtout pour le blé, article de grande consommation).

De ce que les économies paysannes ont achevé leur intégration au marché découle pour le capitalisme une conséquence importante : les marchés nationaux ne peuvent plus être étendus et ont atteint leur point de saturation absolu. Le paysan, bien que gardant les apparences d'un producteur indépendant, est incorporé à la sphère capitaliste de

production au même titre qu'un salarié : de même que celui-ci est spolié de son surtravail par la contrainte où il se trouve de vendre sa force de travail, de même le paysan ne peut s'approprier le travail supplémentaire contenu dans ses produits parce qu'il doit céder ceux-ci au capital au-dessous de leur valeur. Le marché national traduit ainsi de façon frappante l'approfondissement des contradictions capitalistes : d'une part la décroissance relative, puis absolue du prolétariat dans le produit total, l'extension du chômage permanent et de l'armée de réserve industrielle réduisent le marché pour les produits agricoles. La chute qui en résulte du pouvoir d'achat des petits paysans, réduit le marché pour les produits capitalistes. L'abaissement constant de la capacité générale d'achat des masses ouvrières et paysannes s'oppose ainsi de plus en plus violemment à une production agricole de plus en plus abondante, composée surtout de produits de grande consommation.

L'existence d'une surproduction agricole endémique (clairement établie par les chiffres des stocks mondiaux de blé qui triplent de 1926 à 1933) renforce les éléments de décomposition agissant au sein de la crise générale du capitalisme, du fait qu'une telle surproduction se différenciant de la surproduction capitaliste proprement dite est irréductible (si ce n'est pas l'intervention "providentielle des agents naturels) en raison du caractère spécifique de la production agraire encore insuffisamment centralisée et capitalisée et occupant des millions de familles.

Ayant déterminé les conditions qui délimitent strictement le champ à l'intérieur duquel doivent évoluer les contradictions inter-impérialistes, il est aisé de déceler le vrai caractère de cette "insolite" prospérité de la période de "stabilisation" du capitalisme. Le développement considérable des forces productives et de la production, du volume des échanges mondiaux, du mouvement international des capitaux, traits essentiels de la phase ascendante 1924-1928 s'expliquent par la nécessité d'effacer les traces de la guerre, de reconstituer la capacité productive primitive, pour l'utiliser à la réalisation d'un objectif fondamental : le parachèvement de la structure économique et politique des Etats impérialistes conditionnant leurs capacités de concurrence et l'édification d'économies adaptées à la guerre. Il est dès lors évident que toutes les fluctuations conjoncturelles très inégales, bien qu'évoluant sur une ligne ascendante, ne feront que refléter les modifications intervenant dans le rapport des forces impérialistes que Versailles avait fixé en sanctionnant le nouveau partage du monde.

L'essor de la technique et de la capacité de production prend des proportions gigantesques particulièrement en Allemagne. Après la tourmente inflationniste de 1922-1923 les investissements de capitaux anglais, français et surtout américains, y sont tels que beaucoup de ceux-ci ne trouvent pas à s'employer à l'intérieur et sont réexportés par le canal des banques notamment vers l'U.R.S.S., pour le financement du plan quinquennal.

Au cours du même processus d'expansion des forces productives, la virulence de la loi dégénérante de la baisse du taux de profit s'accroît. La composition organique s'élève encore plus rapidement que ne se développe l'appareil de production et cela se vérifie surtout dans les branches fondamentales, d'où résulte une modification interne du capital constant : la partie fixe (machines) augmente fortement par rapport à la partie circulante (matières premières et approvisionnements consommés) et devient un élément rigide alourdissant les prix de revient dans la mesure où fléchit le volume de la production et où le capital fixe représente la contre-valeur de capitaux d'emprunts. Les plus puissantes entreprises deviennent ainsi les plus sensibles au moindre déclin de la conjoncture. En 1929, aux Etats-Unis, en pleine prospérité la production maximum d'acier nécessite seulement 85 p.c. de la capacité productive et en mars 1933, cette capacité utilisée tombera à 15 p.c. En 1932, la production des moyens de production

pour les grands pays industriels ne représentera même pas, en valeur, l'équivalent de l'usure normale du capital fixe.

De tels faits n'expriment qu'un autre aspect contradictoire de la phase dégénérante de l'Impérialisme : maintenir l'indispensable potentiel de guerre au moyen d'un appareil productif partiellement inutilisable.

Entre-temps, pour essayer d'alléger les prix de revient, le Capital Financier recourt aux moyens que nous connaissons déjà : à la réduction du prix des matières premières, abaissant la valeur de la partie circulante du capital constant ; à la fixation de prix de vente au-dessous de la valeur, procurant un surprofit ; à la réduction du capital variable, soit par la baisse directe ou indirecte des salaires, soit par une intensification du travail équivalent à une prolongation de la journée de travail et réalisée par la rationalisation et l'organisation du travail à la chaîne. On comprend pourquoi d-ces dernières méthodes ont été le plus rigoureusement appliquées dans les pays techniquement les plus développés, aux Etats-Unis et en Allemagne, infériorisés dans les périodes de faible conjoncture, en face de pays moins évolués, où les prix de revient sont les plus sensibles : une baisse de salaires. La rationalisation se heurte cependant aux frontières de la capacité humaine. De plus, la baisse de salaires ne permet d'augmenter la masse de plus-value que dans la mesure où la base d'exploitation, le nombre de salariés au travail ne se rétrécit pas. Par conséquent, la solution du problème fondamental : conserver la valeur des capitaux investis en même temps que leur rentabilité, en produisant et en réalisant le maximum de plus-value et de surprofit (son prolongement parasitaire), doit être orientée vers d'autres possibilités. Pour laisser vivre des capitaux "non viables" et leur assurer un profit, il faut les alimenter d'argent "frais" que le Capital Financier se refuse évidemment à prélever sur ses propres ressources. Il le puise donc, soit dans l'épargne mise à sa disposition, soit par le truchement de l'Etat, dans la poche des consommateurs. De là le développement des monopoles d'Etat, des entreprises mixtes (à participation étatique) ; la création d'onéreuses entreprises "d'utilité publique", les prêts, les subventions aux affaires non rentables ou la garantie étatique de leurs revenus. De là aussi le contrôle des budgets, la "démocratisation" des impôts, par l'élargissement de la base imposable, les dégrèvements fiscaux en faveur du Capital, en vue de ranimer les "forces vives" de la Nation, la compression des charges sociales "non productives", les conversions de rentes, etc.

Cependant, même cela ne peut suffire. La masse de plus-value produite reste insuffisante et le champ de la production trop étroit, doit être étendu. Si la guerre est le grand débouché de la production capitaliste, dans la "paix" le militarisme (en tant qu'ensemble des activités préparant la guerre), réalisera la plus-value des productions fondamentales contrôlées par le Capital Financier. Celui-ci pourra en délimiter la capacité d'absorption par l'impôt enlevant aux masses ouvrières et paysannes une fraction de leur pouvoir d'achat et la transférant à l'Etat, acheteur de moyens de destruction et "entrepreneur de travaux" à caractère stratégique. Le répit ainsi obtenu ne peut évidemment résoudre les contrastes. Comme Marx le prévoyait déjà "la contradiction entre la puissance sociale générale finalement constituée par le capital et le pouvoir de chaque capitaliste de disposer des conditions sociales de la production capitaliste se développe en plus en plus". Tous les antagonismes internes de la Bourgeoisie doivent être absorbés par son appareil de domination, l'Etat capitaliste, qui devant le péril, est appelé à devoir sauvegarder les intérêts fondamentaux de la classe dans son ensemble et à parachever la fusion, déjà en partie réalisée par le Capital Financier des intérêts particuliers des diverses formations capitalistes. Moins il y a de plus-value à partager, plus les conflits internes sont aigus et plus cette contradiction s'avère impérieuse. La bourgeoisie italienne est la première à recourir au fascisme parce que sa fragile structure économique menace de se rompre, non seulement sous la

pression de la crise de 1921, mais également sous le choc des violents contrastes sociaux.

L'Allemagne, puissance sans colonies, reposant sur une faible base impérialiste, est contrainte, dans la quatrième année de la crise mondiale, de concentrer l'entièreté des ressources de son économie au sein de l'Etat totalitaire en brisant la seule force qui eût pu opposer à la dictature capitaliste sa propre dictature : le prolétariat. De plus, c'est en Allemagne que le processus de transformation de l'appareil économique en instrument pour la guerre, est le plus avancé. Par contre, les groupements impérialistes plus puissants, tels la France et l'Angleterre, disposant encore de considérables réserves de plus-value ne sont pas encore entrés résolument dans la voie de la centralisation étatique.

Nous venons de marquer que l'essor de la période de 1924-1928 évolue en fonction de la restauration et du renforcement structurel de chacune des puissances impérialistes, dans l'orbite desquelles viennent graviter les Etats secondaires, suivant leur affinités d'intérêts. Mais précisément du fait que l'essor comporte ces deux mouvements contradictoires bien qu'étroitement dépendant, l'un d'expansion de la production et de la circulation des marchandises, l'autre de fractionnement du marché mondial en économies indépendantes, son point de saturation ne peut tarder.

La crise mondiale, que les beaux rêveurs du libéralisme économique voudraient assimiler à une crise cyclique qui se dénouera sous l'action des facteurs "spontanés", où dont le capitalisme pourrait se dégager en acceptant à appliquer un plan de travail à la sauce De Man ou autre projet de sauvetage capitaliste sorti "d'Etats Généraux du Travail", ouvre la période où les luttes inter-impérialistes, sorties de leur phase de préparation, doivent revêtir des formes ouvertes d'abord économiques et politiques, ensuite violentes et sanglantes, lorsque la crise aura épuisé toutes les "possibilités pacifiques" du capitalisme.

Nous ne pouvons analyser ici le processus de cet effondrement économique sans précédent. Toutes les méthodes, toutes les tentatives auxquelles recourt le capitalisme pour essayer de combler ses contradictions et que nous avons décrites, nous les voyons, durant la crise, utilisées au décuple, avec l'énergie du désespoir : extension de la monopolisation du marché national au domaine colonial et essais de formation d'Empires homogènes et protégés par une barrière unique (Ottawa), dictature du Capital Financier et renforcement de ses activités parasitaires ; recul des monopoles internationaux obligés de céder à la poussée nationaliste (Krach Kreuger) ; exacerbation des antagonismes par la lutte des tarifs, sur laquelle se greffent les batailles de monnaies où interviennent les stocks d'or des Banques d'émission ; dans les échanges, la substitution du système des contingentements, des "clearings" ou office de compensation, même du troc, à la fonction régulatrice de l'or, équivalent général des marchandises ; annulation des "réparations" irrécouvrables, répudiation des créances américaines par les Etats "vainqueurs" suspension du service financier des emprunts et dettes privées des pays "vaincus" en vassaux, aboutissant à l'effondrement du crédit international et des valeurs "morales" du capitalisme.

En nous référant aux facteurs déterminant la crise générale du capitalisme, nous pouvons comprendre pourquoi la crise mondiale ne peut être résorbée par l'action "naturelle" des lois économique capitalistes, pourquoi, au contraire, celles-ci sont vidées par le pouvoir conjugué du Capital Financier et de l'Etat capitaliste, comprimant toutes les manifestations d'intérêts capitalistes particuliers. Sous cet angle doivent être considérées les multiples "expériences" et tentatives de redressement, les "reprises", se manifestant au cours de la crise. Toutes ces activités agissent, non à l'échelle internationale en fonction d'une amélioration de la conjoncture mondiale, mais sur le plan national des économies impérialistes, sous des formes adaptées aux particularités

de leur structure. Nous ne pouvons analyser ici certaines manifestations telles la déflation, l'inflation ou la dévaluation monétaire. Elles ne présentent d'ailleurs qu'un intérêt très secondaire, parce que éphémères et contingentes. Toutes ces expériences de réanimation artificielle de l'économie en décomposition offrent cependant des fruits communs. Celles qui, démagogiquement, se posent de lutter contre le chômage et d'augmenter le pouvoir d'achat des masses, aboutit au même résultat : non à une régression du chômage annoncée ostensiblement par les statistiques officielles, mais à une répartition du travail disponible sur un plus grand nombre d'ouvriers, conduisant à l'aggravation de leurs conditions d'existence.

L'augmentation de la production des industries fondamentales (et non des industries de consommation) qui se vérifie au sein de chaque impérialisme, est alimentée uniquement par la politique des Travaux publics (stratégiques) et le Militarisme, dont on connaît l'importance.

De quelque côté qu'il se tourne, quelque moyen qu'il puisse utiliser pour se dégager de l'étreinte de la crise, le Capitalisme est poussé irrésistiblement vers son destin à la guerre. Où et comment elle surgira est impossible à déterminer aujourd'hui. Ce qu'il importe de savoir et d'affirmer, c'est qu'elle explosera en vue du partage de l'Asie et qu'elle sera mondiale.

Tous les impérialismes se dirigent vers la guerre ; qu'ils soient revêtus de la défroque démocratique ou de la cuirasse fasciste et le prolétariat ne peut se laisser entraîner à aucune discrimination abstraite de la "Démocratie" et du Fascisme, qui ne peut que le détourner de sa lutte quotidienne contre sa propre bourgeoisie. Relier ses tâches et sa tactique à des perspectives illusoire de reprise économique ou à une pseudo existence de forces capitalistes opposées à la guerre ; c'est le mener droit à celle-ci ou lui enlever toute possibilité de trouver le chemin de la Révolution.

MITCHELL